

## INTERNATIONAL

## En France, le milieu culturel se mobilise pour sauver les artistes afghans

Des initiatives se développent pour obtenir des visas et quitter le pays, passé sous la domination des talibans. Mais entre les coûts et les longueurs administratives, l'opération est difficile.

Par Philippe Dagen

Publié hier à 17h17, mis à jour hier à 18h02 · Lecture 3 min.

Article réservé aux abonnés



Des personnes assises à côté de l'ambassade de France à Kaboul, le 18 août 2021, après la prise de contrôle de l'Afghanistan par les talibans. WAKIL KOHSAR/AFP

Au premier rang des cibles des talibans se trouvent les artistes. Pour permettre l'exil de celles et ceux qui sont aujourd'hui dans une situation dramatique à Kaboul, bloqués à l'aéroport ou cachés dans la ville, des initiatives se développent en France, dans une urgence absolue, depuis le 15 août et la prise de la ville par les Talibans.

Que ceux-ci condamnent l'expression artistique a été démontré notamment par le sang, quand, le 11 décembre 2014, un kamikaze s'est fait exploser dans le public réuni à l'auditorium de l'Institut français d'Afghanistan, durant une représentation théâtrale de la troupe Azdar. Celle-ci avait été créée à l'initiative de Guilda Chahverdi, metteuse en scène et comédienne franco-iranienne.

En 2019, en compagnie de l'historienne du cinéma Agnès Devictor, elle est la commissaire de l'exposition « Kharmohra, l'Afghanistan au risque de l'art », qui se tient au MuCEM, à Marseille, et réunit 11 artistes afghans. A cette date, la plupart vivent dans le pays. « *C'est eux, raconte Agnès Devictor, qui nous ont prévenues courant juin. Ils voyaient la situation se dégrader très vite et, pour la première fois, ils voulaient partir avec leurs familles.* »

Les deux commissaires s'engagent alors dans la quête de visas, avec le soutien de Jean-François Chougnnet, directeur du MuCEM, et en collaboration avec L'Atelier des artistes en exil, créé en 2017 par Judith Depaule et Ariel Cypel. « *Nous avons demandé à l'Etat français d'accorder des visas à cinq artistes [de l'exposition], précise Guilda Chahverdi, et à trois membres du Théâtre Azdar qui se trouvaient sur scène au moment de l'attentat de 2014.* »

## La liste ne cesse de croître

Depuis le 15 août, la liste ne cesse de croître et Guilda Chahverdi passe ses journées au téléphone entre Kaboul et les administrations françaises. Les nouvelles qu'elle et Agnès Devictor rapportent sont de plus en plus mauvaises. Celles et ceux qui s'étaient réfugiés à l'ambassade de France dans la « zone verte » sécurisée ont été contraints par des gardes afghans d'en partir dans la nuit du 17 au 18 août.

Pendant ce temps, de nombreuses institutions culturelles de la région ont rejoint le MuCEM. On trouve parmi elles le FRAC PACA, Aix-Marseille Université, le Théâtre de la Criée, la Friche la Belle-de-Mai, mais aussi la Villa Arson à Nice et plusieurs festivals. En se déclarant prêts à accueillir des réfugiés, ils permettent d'introduire des demandes de visa complètes. Simultanément, une souscription en ligne est ouverte, qui avait déjà recueilli, mercredi 18 août au matin, plus de 73 000 euros.

**Lire aussi** | [Kubra Khademi, de l'Afghanistan à la France pour oublier la haine](#)

Parmi les artistes de « Kharmohra » se trouvait la performeuse et dessinatrice Kubra Khademi, forcée de fuir Kaboul au lendemain de sa performance, *Armor*, le 26 février 2015, parce qu'elle y dénonçait le sort fait aux femmes dans la société afghane traditionnelle. Le 15 août, elle a publié en ligne une tribune : « *Par ces quelques lignes, écrit-elle, je demande à la communauté internationale : comment pourriez-vous permettre que cela se produise ? Comment pouvez-vous laisser des centaines de milliers d'enfants et de femmes être réduits en esclavage sexuel par les talibans ?* »

## 75 visas obtenus

Elle est à l'origine d'une autre initiative, qui est portée par l'association Latitudes contemporaines, installée à Lille, et sa directrice, Maria-Carmela Mini. « *Il y a une quinzaine de jours, précise celle-ci, j'ai été alertée par Kubra Khademi sur les dangers qui menaçaient les artistes. Elle m'a demandé ce que je pouvais faire.* » A Lille comme à Marseille, la réponse est : obtenir des visas et, pour cela, trouver des lettres d'invitation et des lieux d'accueil pour les exilés.

Le témoignage de Maria-Carmela Mini est semblable à celui de Guilda Chahverdi : des journées au téléphone entre Kaboul et les services diplomatiques, les problèmes de communication, les difficultés pour recueillir les informations nécessaires. « *Nous nous sommes mis au travail très vite. Mais les démarches sont très longues. A l'heure actuelle [mercredi 18 août au matin], nous avons obtenu 75 visas.* »

**Lire l'éditorial du « Monde » :** [Afghanistan : protéger ceux qui nous ont aidés](#)

L'appel qu'elle a lancé fin juillet avec Joris Mathieu, du Centre dramatique national (CDN) de Lyon, et Carole Thibaut, du CDN de Montluçon, fédère désormais 35 lieux, dont le CDN de Strasbourg et le Théâtre du Maillon, les CDN de Caen, Reims et Saint-Etienne, le Théâtre de Lorient, etc. De quoi développer un collectif de soutien national. La maire socialiste de Lille, Martine Aubry, a rapidement soutenu l'initiative, et la Fondation de Lille, créée par la municipalité en 1997 et première fondation territoriale en France, a lancé la collecte « Afghans en danger ».

## Philippe Dagen

## Services